



Assemblée générale

Distr. LIMITÉE
20 janvier 1999

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée

Première session

Vienne, 19-29 janvier 1999

Point 4 de l'ordre du jour

Examen du projet de convention contre la criminalité transnationale organisée

Propositions et contributions reçues des gouvernements concernant le projet de convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	1
II. Propositions et contributions reçues des gouvernements	2
Pays-Bas	2

I. Introduction

Le Secrétaire général a l'honneur de porter à l'attention du Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée les observations et propositions reçues du Gouvernement néerlandais concernant le projet de convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

II. Propositions et contributions reçues des gouvernements

Pays-Bas

[Original: anglais]

Propositions relatives aux articles 22 *bis* et 23 sur la prévention

1. La délégation des Pays-Bas avait promis, lors de la réunion de Buenos Aires, d'élaborer une proposition sur la question de la prévention, question qui est actuellement traitée à l'article 22 du projet de convention (voir A/AC.254/4).
2. La proposition ci-dessous remplace la proposition figurant dans le document A/AC.254/5/Add.2. Elle vise à concentrer les articles sur la prévention; de ce fait, lorsque d'autres articles du projet de convention (art. 20 et 21) seront examinés, il faudra veiller à ce qu'ils soient compatibles avec cette proposition.
3. La proposition comprend trois parties:
 - a) Mesures à l'échelon national (art. 22);
 - b) Coopération entre les États parties et les organisations internationales (art. 22 *bis*);
 - c) Mesures à prendre par le Secrétaire général et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale afin d'aider les États parties (paragraphe additionnel de l'article 23).

Article 22

Prévention à l'échelon national

1. Afin de réduire les possibilités qui s'offrent ou qui pourront s'offrir aux organisations criminelles de participer aux activités des marchés licites et de réaliser des gains illicites par le biais d'activités telles que le trafic illicite de véhicules à moteur, d'armes à feu, de femmes et d'enfants et d'immigrants illégaux, les États parties prennent des mesures législatives et administratives appropriées, notamment les suivantes:
 - a) Prévenir le recours abusif aux personnes morales par la criminalité organisée grâce aux mesures suivantes:
 - i) La collecte et le stockage d'informations sur les personnes morales et sur les personnes physiques qui les ont fondées, les gèrent ou les financent;
 - ii) La déchéance du droit des personnes reconnues coupables d'activités criminelles organisées de diriger des personnes morales enregistrées sur leur territoire;
 - iii) La création de registres nationaux des personnes déchues du droit de diriger des personnes morales; et
 - iv) L'échange des informations visées aux alinéas i) à iii) avec les autorités compétentes des autres États parties;

b) Renforcer la coopération entre les organisations compétentes publiques et privées, y compris du secteur industriel¹;

c) Promouvoir l'élaboration de normes et procédures conçues pour préserver l'intégrité des organisations publiques et privées, ainsi que de codes de déontologie pour les professions concernées, notamment celles d'avocat, de notaire, de conseiller fiscal et de comptable;

d) Exclure de toute participation à des appels d'offres organisés par les pouvoirs publics les soumissionnaires² ayant été reconnus coupables de délits liés à la criminalité organisée et refuser toute subvention ou licence à ces soumissionnaires.

2. Afin de réduire les possibilités qui s'offrent ou pourront s'offrir aux organisations criminelles de recruter de nouveaux membres parmi les groupes vulnérables de la population, les États parties mettent en place des programmes de prévention appropriés.

3. Afin de réduire les risques de récidive, les États parties aident les personnes reconnues coupables d'activités criminelles organisées³ à se réinsérer dans la société, par exemple grâce à des programmes de formation professionnelle et d'enseignement.

4. Les États parties envisagent:

a) D'entreprendre une analyse des caractéristiques et tendances de la criminalité transnationale organisée en rassemblant systématiquement des informations sur la criminalité organisée sur leur territoire;

b) D'élaborer des projets nationaux⁴ visant à prévenir la criminalité transnationale organisée; et

c) De mettre en place et de promouvoir les meilleures pratiques applicables pour prévenir la criminalité transnationale organisée.

Article 22 bis

Prévention à l'échelon international

Les États parties collaborent entre eux et avec les organisations internationales compétentes pour la promotion et la mise au point des mesures visées à l'article 22, notamment par:

a) La nomination d'un agent de coordination;

¹Un exemple de ce type de coopération est la coopération entre un service de répression et l'industrie automobile et les compagnies d'assurance afin de prévenir les vols de véhicules à moteur.

²Personnes physiques ou personnes morales.

³Sont visés en particulier les délinquants jeunes ou ayant joué un rôle subalterne dans des organisations criminelles.

⁴Soit des projets pilotes, soit des projets opérationnels.

b) L'échange d'informations sur les caractéristiques et les tendances de la criminalité transnationale organisée et sur les meilleures pratiques applicables pour prévenir la criminalité transnationale organisée; et

c) La participation à des projets internationaux⁴ visant à prévenir la criminalité transnationale organisée.

Paragraphe additionnel de l'article 23

Afin de renforcer la prévention de la criminalité transnationale organisée, le Secrétaire général et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale:

a) Aident, sur leur demande, les États parties à analyser les caractéristiques et les tendances de la criminalité transnationale organisée;

b) Mettent en place une base de données sur les meilleures pratiques de prévention appliquées par les États parties;

c) Établissent un réseau d'agents de coordination des États parties et, le cas échéant, facilitent l'organisation de réunions de ces agents de coordination;

d) Encouragent et facilitent l'organisation de séminaires et conférences réunissant d'autres experts nationaux en matière de prévention; et

e) Encouragent ou facilitent l'élaboration par les États parties de projets pilotes internationaux et, le cas échéant, évaluent de tels projets.